

SECTEUR PRIVÉ ET LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

Les règles de la bonne gouvernance

Comment surveiller et protéger le secteur privé face aux menaces et à l'explosion de la corruption ? L'instauration de la bonne gouvernance est un des moyens pour y parvenir. Pour ce faire, il est essentiel d'identifier les manifestations de la corruption dans le secteur privé, leurs conséquences et leur impact, dont celui de détruire la libre concurrence. C'est un secteur où sévit notamment la grande corruption, et l'actualité internationale et nationale récente en est abondamment chargée.

Les solutions pour lutter contre la corruption dans le secteur sont nombreuses. Parmi elles, la prévention des fraudes dans les opérations d'achat, les règles de bonne conduite pour les entreprises et les employés, la réglementation de la pratique des cadeaux, etc. Il est trop souvent l'objet de pratiques de corruption, parfois à grande échelle, qui mettent à mal la transparence de son fonctionnement et dont les conséquences peuvent hypothéquer l'avenir économique d'un pays comme l'Algérie. Et pourtant, le secteur privé peut jouer un rôle particulier dans la mise en place du système d'intégrité national d'un pays, non seulement là où les entreprises ont leur siège mais aussi dans les marchés où elles choisissent d'opérer. La raison d'être des entreprises est de faire des bénéfices. Toutefois si elles ne réussissent pas, leurs employés et ceux des sous-traitants et fournisseurs en souffrent tout autant que les actionnaires.

Etant donné l'importance croissante du secteur privé dans la production des biens et services essentiels, dont beaucoup ont été gérés par des structures publiques, une plus grande responsabilité des sociétés est indispensable pour lutter contre la corruption.

Devoir des entreprises et responsabilités sociales

L'intervention de plus en plus marquée du secteur privé dans ce processus devrait l'impliquer plus à fond, entre autres celles relatives à la lutte contre la corruption, encore très difficiles à assumer par la société civile. Il faut reconnaître qu'en quête de bénéfices, les acteurs du secteur privé ne sont pas désintéressés. Néanmoins, et cela a été démontré dans quelques pays où la bonne gouvernance est dominante (au nord de l'Europe notamment), lorsqu'ils se penchent sur les objectifs communautaires et sociaux et qu'ils forment des alliances avec d'autres, afin d'aboutir à un bénéfice public élargi, les acteurs du secteur privé agissent comme des membres de la société civile.

Dans ce contexte, secteur privé et société civile recherchent souvent des alliances dynamiques. On reconnaît aujourd'hui que le devoir des entreprises de rendre compte de leurs responsabilités sociales est une nécessité et pas seulement une activité souhaitable. Les normes de bonne gouvernance sont en cours d'élaboration afin de fournir une plus grande protection, non seulement aux sociétés et à leurs actionnaires,



mais à tous ceux que la réussite du secteur privé intéresse. De même, la protection des dénonciateurs de la corruption est en train d'être reconnue pour son importance dans la promotion de l'intérêt de la collectivité. Il faut protéger les salariés qui soulèvent des questions d'intérêt général concernant des faits de corruption survenant au cours de leur emploi que leurs employeurs s'efforcent peut-être d'occulter. Par exemple, les risques sanitaires associés aux marchandises produites par l'entreprise, sans parler des abus et détournements de fonds publics.

Quelques pratiques exemplaires

Dans le même temps, les structures réglementaires existent ou sont en cours d'élaboration dans de nombreux pays simplement pour imposer des normes et veiller à ce que les gens ordinaires ne se fassent pas exploiter par des monopoles et quasi-monopoles. Ce n'est pas encore le cas en

Algérie. Pour qu'un système de libre concurrence marche, il est capital que l'on n'abuse pas des positions dominantes.

Si le marché doit servir les intérêts de tous, alors il doit être efficace, efficient et juste, et, surtout, intègre. Les activités du secteur privé se déploient dans deux domaines bien distincts : les transactions avec le secteur public et les transactions qui ne relèvent que du secteur privé. Avec l'avancée à grands pas de la privatisation dans de nombreux pays, on comprend de plus en plus l'urgence et le bien-fondé de la lutte contre la corruption dans le secteur.

Il s'agit de déployer des efforts résolus dans ces deux sphères. Les pratiques exemplaires exigent des entreprises du secteur privé de : - obéir à la loi dans tous les pays où elles opèrent ; - veiller à ce que les directeurs aient pleinement conscience de leur responsabilité juridique ; - exiger une clarification ou renforcement de la

loi, si la loi actuelle met l'entreprise dans une situation désavantageuse par rapport à ses concurrents ; - introduire des clauses spéciales anti-corruption dans les codes de conduite d'entreprise et veiller à ce que tous les employés sachent qu'ils doivent s'y conformer ; - encourager les directeurs à surveiller activement l'application et l'efficacité des codes de conduite d'entreprise ; - encourager tout corps professionnel international auquel les directeurs sont affiliés d'inclure une clause anti-corruption obligatoire dans son code de conduite ; - appuyer toute démarche anti-corruption nationale dans le cadre de tout appel d'offres important à l'étranger lorsque celui-ci est proposé par un gouvernement ; - pousser les gouvernements concernés à reconnaître la grande corruption comme étant une entrave au libre-échange. Ces pratiques ne sont pas exclusives, mais elles peuvent contribuer — pour peu que le secteur privé les fasse siennes — à lancer une dynamique anti-corruption dans un secteur où tout reste à faire.

Djilali Hadjadj

«Printemps arabe» à... Hong Kong !

Teng Biao est un avocat chinois spécialisé dans la défense des droits de l'homme. Il préside l'organisation «La Chine contre la peine de mort» à Pékin et a cofondé, en 2003, l'ONG Open Constitution Initiative (Gong-meng). Teng Biao, également chercheur associé à Harvard (USA), est l'un des 303 intellectuels chinois signataires de la Charte 08. Voici ce qu'il écrit sur les événements qui secouent Hong Kong depuis plus d'un mois. Extraits. «Les Hongkongais ne peuvent plus reculer... S'ils ne se rebellent pas, leur démocratie sera repoussée aux calendes grecques. Ce dont ils sont le plus fiers — liberté, droits de l'homme et indépendance de la justice — disparaîtra. La révolution n'attend pas qu'on l'invite. Maintenant qu'elle est là, nous devons faire avec... Il considère par ailleurs que «sans s'en rendre compte, le mouvement de Hong Kong est devenu l'héritier des «printemps arabes». Le monde le regarde. Les manifestants se battent pour la démocratie de Hong Kong, mais aussi pour

la Chine. Mais Teng Biao est lucide : pour lui, «le poids de cette révolution est trop lourd pour les Hongkongais.

Le déséquilibre des forces entre Hong Kong et le cœur du pouvoir à Pékin est disproportionné. «Même si ce pouvoir central paraît fort, pourra-t-il supporter les effets négatifs d'un écrasement du mouvement ? On peut en douter.

Et Teng Biao de faire preuve d'optimisme : «Si le pouvoir fait des compromis, cela sauvera la démocratie de Hong Kong et encouragera les désirs de démocratie de la société chinoise. On a dépassé le moment où ce mouvement peut être contrôlé par des individus ou des organisations.

«N'envoyez plus de gaz lacrymogène ! Nous pleurons déjà assez comme ça !»

Cette révolution démontre les particularités de l'époque contemporaine et des mouvements sociaux du Web 2.0 : une organisation

sans direction centralisée ; un mouvement à plusieurs têtes ; une union de l'organisation et de la spontanéité. Ce que démontre ce mouvement, c'est le choc entre deux systèmes. Sous la dictature, il ne peut pas y avoir de système où règne la liberté. Permettre aux Hongkongais d'exercer leur droit au suffrage universel, c'est ouvrir une brèche dans la digue de la dictature. Cette brèche finira par provoquer l'effondrement de la dictature. Sur une des pancartes brandies par les manifestants, on peut lire : «N'envoyez plus de gaz lacrymogène ! Nous pleurons déjà assez comme ça !»

Les Hongkongais ont ému la planète. Ils ont besoin de l'aide du monde entier — médias, gouvernements, citoyens, organisations humanitaires — dans ce bras de fer bouleversant. Chaque fois qu'une dictature massacre des citoyens pacifiques, la responsabilité de chaque citoyen du monde est engagée.

LSC

Citation

«... De nouvelles vulnérabilités...»

«La dérégulation des économies, l'accroissement des moyens de communication, de transport et d'échanges, l'ameusement du contrôle des États sur les flux de marchandises, des services et des finances sont à l'origine de nouvelles vulnérabilités et laissent le champ libre au développement de nouvelles formes de corruption et de criminalité.»

Mohammed-Reza Djalili, politologue, Lausanne, Suisse